

Recherches sociographiques



Olivier MARCIL, *La raison et l'équilibre. Libéralisme, nationalisme et catholicisme dans la pensée de Claude Ryan au Devoir (1962-1978)*, Montréal, Les Éditions Varia, 2003, 291 p. (Histoire et société.)

E.-Martin Meunier

Volume 48, Number 3, septembre-décembre 2007

Le suicide

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/018021ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/018021ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)

1705-6225 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Meunier, E.-M. (2007). Review of [Olivier MARCIL, *La raison et l'équilibre. Libéralisme, nationalisme et catholicisme dans la pensée de Claude Ryan au Devoir (1962-1978)*, Montréal, Les Éditions Varia, 2003, 291 p. (Histoire et société.)]. *Recherches sociographiques*, 48(3), 207–210.
<https://doi.org/10.7202/018021ar>

Olivier MARCIL, *La raison et l'équilibre. Libéralisme, nationalisme et catholicisme dans la pensée de Claude Ryan au Devoir (1962-1978)*, Montréal, Les Éditions Varia, 2003, 291 p. (Histoire et société.)

S'il est une pensée tout originale et énigmatique qui a cherché d'un même souffle à embrasser le fédéralisme et le nationalisme, le catholicisme et le libéralisme, c'est bien celle de Claude Ryan. C'est à cet « homme de l'équilibre » que s'est attaqué Olivier Marcil pour son mémoire de maîtrise en science politique, base de ce livre. Ambitieux, l'ouvrage se présente comme une interprétation synthétique de la pensée de Ryan à partir, essentiellement, de ses articles dans le *Devoir* à titre de rédacteur en chef. Le livre – le premier écrit sur Claude Ryan depuis celui d'Aurélien Leclerc en 1977 (autre mémoire de maîtrise) – prend non seulement une importance renouvelée du fait que Claude Ryan est décédé le 9 février 2004, mais aussi parce que depuis, ils sont de plus en plus nombreux à s'intéresser à l'étude de son œuvre et de son engagement. C'est notamment le cas de l'historien Michael Gauvreau qui travaillerait à la rédaction d'une biographie de cet homme. Jusqu'à ce jour le meilleur ouvrage que l'on puisse trouver sur Claude Ryan, le passionnant essai de Marcil tisse en quelque sorte la trame des questionnements et des hypothèses fortes pour qui désire comprendre le sens de l'œuvre et de l'engagement de l'ancien secrétaire national de l'ACC, de l'ancien rédacteur en chef du *Devoir* et de l'ancien chef du Parti libéral du Québec. Sur cette question, nul ne pourra faire l'économie d'un dialogue avec les idées proposées par Marcil. Pour un mémoire de maîtrise et un premier ouvrage, admettons-le : c'est une entrée pas mal réussie !

L'ouvrage de Marcil reprend trois grands thèmes de l'œuvre et de l'engagement de Ryan (la question nationale, la question linguistique et la question religieuse) qu'il conjugue chronologiquement à partir de trois périodes historiques en amont de la Révolution tranquille (grosso modo, celle de la commission Laurendeau-Dunton et de ses suites ; celle de l'élection du PQ et de la loi 101 ; et, d'une manière moins définie, celle de l'aggiornamento de l'Église catholique lors de Vatican II et de ses suites). Outre la dernière partie qui n'égale pas la qualité des deux autres (nous y reviendrons), le tout se tient très bien – surtout si l'on considère l'immensité du corpus analysé : environ 3000 éditoriaux et articles de 1962 à 1978. L'une des forces de l'ouvrage tient dans son va-et-vient constant entre la chronique et l'interprétation de l'œuvre de Ryan. Reposant essentiellement sur les écrits journalistiques, le lecteur est ainsi replongé au cœur de l'actualité et, à rebours, peut considérer de nouveau la contribution sociale, politique et religieuse de Ryan non pas dans l'absolu, mais au cœur de l'événement. Cette façon de faire – aussi ingénieuse que classique – porte fruit et remet radicalement en question le bien-fondé de maints discours stéréotypés au sujet du personnage Ryan. L'auteur s'inscrit donc à sa manière dans une nouvelle sensibilité historique qui, à partir de l'histoire des idées, cherche à interroger, sinon à critiquer les récits dominants.

L'une des idées fortes de Marcil est de montrer combien le libéralisme de Ryan a été conjugué, sinon forgé, à partir d'une conception nationaliste cherchant à asseoir une conception dualiste, bilingue institutionnelle et bi-sociétale du Canada. On y

retrouve évidemment l'idée du pacte des deux nations, mais aussi la conception biculturelle mise de l'avant notamment par Laurendeau-Dunton. Si Marcil prend soin de montrer l'évolution fine du nationalisme de Ryan et ce, jusqu'à sa transformation dans une affirmation d'un fédéralisme asymétrique, il ne situe malheureusement pas son discours par rapport aux autres écrits de l'époque. Cela aurait aidé à mieux illustrer le degré d'originalité ou de conformité idéologique des propos de Ryan. Marcil préfère s'en tenir à la recherche d'un programme interne qu'il tente de dévoiler à partir des prémisses idéologiques et religieuses – le nationalisme étant ici posé comme une de ces bases. En revanche, à sa décharge, la mise en contexte historique et sociale de la production de l'œuvre écrite de Ryan – surtout pour les deux premiers chapitres – est très bien effectuée. Marcil ne tombe que très rarement dans le « ronron » biographique ; au contraire, c'est l'histoire du Québec contemporain qu'on peut lire à travers l'œuvre et l'homme. L'analyse très fine de l'affrontement idéologique entre Trudeau et Ryan au sortir de la commission Laurendeau-Dunton en témoigne et montre à voir toute l'actualité de cette confrontation. Qui se souvient que quelques années plus tard, Ryan, espérant donner « un choc salutaire » au gouvernement fédéral et au Canada anglais¹, appuya le Parti québécois lors des élections de 1976 ?

L'analyse de la question linguistique semble néanmoins faire contrepoids au nationalisme de Ryan, remettant de l'avant les préceptes libéraux de sa pensée. C'est notamment le cas alors que Marcil analyse les tribulations entourant la loi 101. Devant l'audace idéologique du gouvernement péquiste, Ryan se fait « pragmatique » et met en garde contre la dérive potentielle d'un projet de loi trop radical – pensons ici entre autres à feu « la clause Québec », considérée ni plus ni moins comme « un recul dangereux et stupide qui reflète bien le nationalisme pessimiste, étroit et chauvin [...] »². Dommage que Marcil n'ait pas fait entorse à sa méthode et ne soit pas sorti de sa périodisation pour analyser comment, quelques années plus tard, aux commandes de la question linguistique alors qu'il était ministre dans le gouvernement libéral de Robert Bourassa, Ryan viendra consacrer ses principes et ses objections. On ne peut tout faire dans un même ouvrage.

La troisième partie est la plus faible. Cela tient d'abord à une connaissance moindre du contexte historique qui prévaut dans la catholicité à cette époque. Contrairement à ce qu'il avait réalisé avec un certain brio dans les chapitres portant sur le nationalisme et le libéralisme, Marcil semble incapable de situer adéquatement la pensée religieuse de Ryan. Il reprend ici des idées convenues à son sujet : notamment celle de l'importance de Newman à qui, d'ailleurs, Marcil attribue l'idée de la promotion du laïc. Si l'influence de Newman demeure une question capitale qui doit être élucidée, elle doit être mise en relation avec la transformation de l'éthique catholique au XX^e siècle. La promotion du laïc, à laquelle Ryan a été si sensible, fut l'un des thèmes majeurs de la rénovation philosophique et théologique

1. Claude RYAN, « Le Devoir et l'élection du 15 novembre. 2) L'objection de l'indépendance », *Le Devoir*, 13 novembre 1976.

2. Claude RYAN, « La guillotine à Québec », *Le Devoir*, 23 octobre 1977. Cité par O. Marcil, *op. cit.*, p. 217.

du catholicisme des années 1930 au concile Vatican II. Marcil aurait certes pu mieux situer ce contexte de changement doctrinal au sein de l'Église auquel Ryan a participé à plus d'un titre.

Néanmoins, l'analyse de la question religieuse vient renchéir sur le caractère novateur de la lecture de Marcil. Si Ryan est connu pour sa foi, l'auteur va plus loin et tente de comprendre la compatibilité de ses convictions politiques et de son catholicisme. « De la même manière, affirme-t-il, qu'avec les concepts de libéralisme et du nationalisme, Ryan démontre que les idées de modernité politique et de tradition religieuse, antinomiques en apparence, peuvent être réconciliées » (p. 261-262). Mais s'agit-il véritablement d'une conciliation ? N'y a-t-il pas tension entre les deux termes ? N'y aurait-il pas plutôt primauté des valeurs religieuses sur les valeurs politiques, fondation rendant ainsi possible l'expression même du libéralisme de Ryan ? La réponse de Marcil n'est pas limpide. Et, malheureusement, on ne sait trop si l'ambiguïté provient de la pensée de Ryan elle-même ou bien de sa propre lecture. Si la place et le statut du nationalisme de Ryan par rapport à son fédéralisme sont clairement définis, il n'en est pas de même pour ce qui est de la question religieuse par rapport à la question politique. Les termes mêmes que Marcil emploie pour traiter de cette thématique suggèrent implicitement l'existence d'une dualité au sein de la conviction et de l'engagement de Claude Ryan. Certes, cet intellectuel catholique savait bien distinguer le temporel et le spirituel, mais il ne les opposait pas dans l'analyse comme le fait Marcil en tentant – dans un jeu qui ressemble à celui de la poule et de l'œuf – de savoir qui vient avant quoi. Jacques Maritain lui-même ne suggérerait-il pas que l'autonomie relative du temporel est trace d'une volonté divine donnant à l'Homme toute sa liberté (quitte à ce que celui-ci se détourne des fins spirituelles) ? Autrement dit, la question de l'autonomie et/ou de la primauté du politique sur le religieux chez un croyant est une question délicate, difficilement compréhensible en dehors des cadres théologiques et culturels qui définissent le rapport à la foi. Pour ce qui est de Ryan, cette question a été peu élucidée dans le livre de Marcil. Cela est d'autant plus dommage que c'est peut-être dans cette curieuse indétermination du politique par rapport au religieux (et vice versa) que se dessine la singularité de Ryan, notamment en comparaison avec ses contemporains. Nous pensons ici aux Fernand Dumont, Pierre Vadeboncoeur, Camille Laurin, Jacques Grand'Maison et autres intellectuels catholiques qui, tous à leur façon, ont été des artisans de l'horizon personnaliste de la Révolution tranquille. Dommage que ces comparaisons n'aient pas été effectuées ; cela aurait aidé à situer l'originalité de la pensée religieuse de Ryan, mais aussi la particularité de l'articulation foi et culture qu'il proposait. Chez Ryan comme chez bien d'autres penseurs et acteurs de cette époque, le rapport religion/politique, tout comme le rapport religion/science, demeurent ici à élucider. Il en va de même de la compréhension générale de l'intention des réformistes tranquilles, mais aussi des fondements théologico-politiques du Québec moderne.

Ça fait beaucoup de questions, nous en convenons, qui illustrent bien la pertinence, la qualité et l'interpellation de ce très bon ouvrage.

E.-Martin MEUNIER

*Département de sociologie et d'anthropologie et CIRCEM,
Université d'Ottawa.*

François PÉTRY, Éric BÉLANGER et Louis M. IMBEAU (dirs), *Le Parti libéral. Enquête sur les réalisations du gouvernement Charest*, Lévis, Les Presses de l'Université Laval, 2006, 444 p.

Cet ouvrage propose une appréciation du premier mandat du gouvernement libéral de Jean Charest. Ce faisant, il répond à deux questions fondamentales, tant pour les observateurs de la scène politique que pour le public en général : Qu'est-ce qui fait la popularité d'un gouvernement ? Comment peut-on mesurer si un gouvernement tient ou non ses promesses ? Pour répondre à ces questions, les directeurs de ce collectif ont fait appel à un nombre impressionnant de chercheurs et d'experts couvrant un éventail très large de domaines politiques. Le livre présente des analyses qui s'inscrivent dans diverses disciplines et méthodologies, parfois qualitatives, parfois quantitatives. Il est donc difficile de le situer dans un champ disciplinaire précis. Cependant, on peut affirmer sans trop se tromper qu'il s'agit d'une contribution portant sur les études électorales.

Les directeurs ont d'abord proposé aux auteurs une grille d'analyse afin d'assurer une certaine uniformité des contributions. Ces derniers ont été invités à participer à un colloque en décembre 2005, duquel les directeurs ont, par la suite, tiré les textes qui se trouvent dans le collectif. Or, bien qu'il s'agisse d'une façon de faire assez habituelle dans la réalisation de collectifs, il semble qu'ici cette stratégie ait été mise en place trop rapidement. On cherche en effet à mesurer si le gouvernement libéral de Jean Charest a tenu ses promesses, mais les analyses ont été produites au moment où ce gouvernement venait d'achever la première moitié de son mandat. Cela fausse un peu les conclusions, puisque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'un gouvernement qui n'a pas achevé son mandat puisse ne pas encore avoir réalisé toutes ses promesses. Cette réserve jette un peu d'ombre sur la crédibilité de la démarche, mais nous reconnaissons l'utilité de certaines contributions. En cherchant à comprendre le fort taux d'insatisfaction à l'égard du gouvernement de Jean Charest, le collectif offre un éclairage à la fois nouveau et original sur ce qui fait la popularité d'un gouvernement. On y apprend que les médias ont un rôle à jouer dans l'appréciation publique d'un gouvernement (comme on le suppose souvent à tort ou à raison), mais qu'il ne s'agit pas nécessairement ni du seul facteur, ni du facteur principal. Par exemple, le peu d'enclin du gouvernement libéral à consulter efficacement et réellement la société québécoise a sans doute été un facteur encore plus déterminant. D'autres facteurs sont aussi présentés dans les divers textes qui composent l'ouvrage.